

Medias et Public, Histoire d'un Malentendu Durable

MOLLIER, Jean-Yves¹

Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines
Université de Versailles Saint-Quentin, França

La mort du coureur de Marathon, venu annoncer aux Athéniens la victoire du général Miltiade sur les Perses, en 490 avant Jésus-Christ, constitue la preuve a contrario du caractère bénéfique des médias, supposés épargner bien des vies humaines en diffusant rapidement et en tous sens les messages dont ils sont porteurs. De la même manière, les oies du Capitole passaient sans doute pour des gardiennes consciencieuses de la sécurité des Romains mais elles ne surent empêcher l'invasion des tribus barbares ni prévenir à temps les habitants de la cité des dangers qui les menaçaient. Trop d'exemples récents empruntés à l'actualité du Moyen Orient, de la Tunisie à la Libye en passant par l'Égypte, démontrent l'importance d'internet dans la transmission des nouvelles pour qu'il soit nécessaire d'insister sur les bienfaits qu'apporte une information sûre, vérifiée, libre, aux citoyens d'une démocratie en ce début de XXI^e siècle. Les Américains en firent une nouvelle fois l'expérience au moment de la révélation du scandale du Watergate mais, quelques années plus tard, l'affaire Monica Lewinski devait mettre en relief les inconvénients des pratiques des *muckrackers* et commencer à faire douter les spectateurs du petit écran de l'utilité de la télévision dans ce genre de déballeage de la sexualité des célébrités. Il est vrai que la placidité des Français apprenant l'existence de la fille cachée de François Mitterrand avait de quoi faire regretter aux lecteurs nord-américains le *gentlemen agreement* qui, du côté de l'Ancien Monde, fait gaioisement sourire des aventures des hommes politiques mais soulève rarement une tempête dans l'opinion. A Washington, en terres protestantes et non catholiques, tout écart pris avec la vérité entraîne des réactions que l'Europe ignore. Celle-ci a en effet connu tant de faux papes et même une Papesse Jeanne, les six femmes d'Henri VIII Tudor et les *mille et tre* conquêtes de Don Juan que la vie privée des grands

1 Escritor e professor universitário. Coordenador do Centre d'Históire Culturelle des Sociétés Contemporaines / Université de Versailles Saint-Quentin / França.. jean-yves.mollier@uvsq.fr

lui paraît désormais une zone réservée, sauf peut-être en Italie où les frasques de Silvio Berlusconi défraient encore la chronique judiciaire.

A considérer de cette façon les réactions du public face aux médias, on voit nettement apparaître deux types d'attitudes parfaitement antagoniques : d'un côté les disciples enthousiastes de la vérité acceptent sans sourciller les éventuels revers de la médaille tandis que, de l'autre, les sceptiques craignent que le prix à payer ne soit trop lourd et que les désavantages soient trop nombreux pour compenser le gain espéré. Paradoxalement le succès phénoménal des réseaux sociaux, Facebook, MySpace ou Twitter, a mis en relief le problème posé par le développement des *Networks* : en accordant à chacun ce quart d'heure de célébrité qu'Andy Warhol anticipait en multipliant les portraits des vedettes de l'actualité, le World Wide Web se révèle plus dangereux que ne l'était en son temps le *Panopticum* de Jeremy Bentham. Il suffit de pénétrer à l'intérieur d'une prison cellulaire du type Auburn ou Philadelphie aux Etats-Unis² ou de découvrir la chapelle du pénitencier de Port Arthur miraculeusement préservée sur l'île de Tasmanie, au large de l'Australie et sur la route glaciaire du continent antarctique, pour ressentir toute l'horreur de ce système dans lequel chacun est placé sous la surveillance de tous. Les directeurs des relations humaines des grandes entreprises privées qui passent une partie de leur temps à se promener sur les sites des réseaux sociaux afin d'y débusquer les travers ou les vices des candidats à l'embauche ne pouvaient rêver meilleur auxiliaire dans leur chasse perpétuelle des déviances du genre humain. Au XIX^e siècle, l'imprimeur catholique Alfred Mame qui se flatta, en mourant, de n'avoir jamais mis en fabrication le moindre imprimé contraire à ses convictions³, licenciait sur l'heure le typographe surpris à parler pendant son temps de labeur mais il ne disposait guère que des oreilles de ses espions, les « mouches » de sa police entrepreneuriale, pour découvrir les fautes de son personnel. Aujourd'hui, le moindre petit artisan peut installer une caméra de surveillance dans son atelier et nombre de mères américaines contrôlent à longueur de journée le comportement de la nourrice de leur bébé ou les plus insignifiants faits et gestes des puéricultrices de la

2 Alexis de Tocqueville fit l'un des premiers le voyage américain, peu après 1830, pour vérifier les avantages du Panoptique cellulaire. Alors que jusqu'ici les prisonniers étaient enfermés dans des dortoirs collectifs, la prison individuelle venait d'être expérimentée afin de placer chaque individu en face de sa propre conscience. Les souffrances psychologiques imposées par cette réforme furent telles que de nombreux adoucissements durent être apportés à ce régime carcéral.

3 Jean-Yves Mollier, *O Dinheiro e as Letras. História do Capitalismo Editorial*, Sao Paulo, Edusp, 2010, p. 188.

crèche à qui elles confient leur progéniture.

Si Shakespeare avait le premier souligné que la femme de César doit être irréprochable et que le plus léger soupçon en la matière doit impérativement provoquer le renvoi de la malheureuse victime de la rumeur publique, le dramaturge élisabéthain n'imaginait pas qu'un temps viendrait où les médias possèderaient les moyens techniques d'assurer cette surveillance totalitaire que l'écrivain George Orwell avait à peine osé concevoir quand il peignait les travers du stalinisme dans son roman *1984*. Doter par la fiction Hitler ou Mussolini d'ordinateurs surpuissants fait frissonner d'angoisse les romanciers les plus audacieux et nos sociétés commencent à redouter les conséquences du développement des technologies de l'information les plus modernes. Les révélations apportées tout au long de l'année 2010 par WikiLeaks ont d'abord fait espérer la fin de la diplomatie secrète qui existe depuis que les Etats entretiennent des ambassadeurs, mais la lecture de ces pages non destinées à la curiosité du commun des mortels a fini par faire redouter à beaucoup les usages intempestifs du dévoilement de la vérité. Sans remettre en cause les fondements de la démocratie, système politique dans lequel la voix du manoeuvre analphabète compte autant que celle du politologue éduqué, de multiples observateurs ont insisté sur l'impréparation de la plupart des citoyens à la lecture de ces documents. Du coup, les avantages des médias les plus sophistiqués commencent à être pesés sur une balance très exigeante et le procès intenté par la Justice suédoise à Julien Assange finit par apparaître comme le moyen le plus approprié pour faire taire l'homme par qui le scandale est arrivé. Même un journal qui fut longtemps gauchiste et maoïste à ses origines comme *Libération* en France se refuse à approuver le geste du fondateur de Wikileaks qui, sans le savoir, imite Lénine remettant au jeune Parti communiste français des années 20 les lettres que détenait le ministère russe des Finances et qui prouvaient la profonde corruption du personnel politique des années 1900-1910⁴.

Après la publication des livres *noirs* qui suivirent les deux guerres mondiales, on devrait plutôt se réjouir de ce mouvement de mise à la disposition du public

4 Arthur Raffalovich, *L'abominable vénalité de la presse française*, Paris, Librairie du Travail, 1931. Publiés dans le journal *L'Humanité* au début des années 20, les documents rassemblés ensuite en volume provoquèrent une grave crise politique et de multiples procès en diffamation. Pour l'historien, ils constituent une preuve parmi d'autres de la corruption de nombreux parlementaires et journalistes de la Troisième République alléchés par le mirage des emprunts russes. Nous avons analysé ces matériaux dans *Le scandale de Panama*, Paris, Fayard, 1991, et *La Plus Longue des Républiques. 1870-1940*, Paris, Fayard, 1994.

des informations autrefois réservées aux chefs d'Etat et souhaiter que les agences de renseignements les plus perfectionnées, CIA, KGB, MI6 et SDECE, soient à leur tour victimes des hackers décidés à confier aux citoyens la garde des secrets concernant la défense de leur territoire. Toutefois, les médias reculent devant les conséquences ultimes de cette offensive et l'on a vu, aux Etats-Unis, au lendemain du 11 septembre 2001, l'immense majorité de la population approuver le vote du *Patriot Acte* qui suspendait pourtant l'*Habeas corpus* et rompait avec une tradition bi-séculaire de protection des individus contre les empiètements de l'Etat-Léviathan. En Italie, c'est l'acharnement de juges indépendants qui aura peut-être raison d'un chef de gouvernement qui se trompe d'époque et croit vivre au temps de Néron ou de Caligula mais les électeurs n'ont toujours pas sanctionné celui qu'ils nomment familièrement *Il Cavaliere*. En Grande-Bretagne, Tony Blair a été convaincu de mensonge aggravé lors de ses auditions au sujet des prétendues armes de destruction massive de Saddam Hussein mais les centaines de milliers de morts irakiens ne troublent guère la conscience des sujets de Sa Gracieuse Majesté. L'ancien *Prime Minister* espère d'ailleurs sérieusement devenir le premier président de l'Union européenne, persuadé que les électeurs des vingt-sept pays qui composent cette fédération préféreront son style direct de grand communicateur à l'austère vérité qui se fait jour et risque de désenchanter ceux qui la découvrent. Ainsi voit-on se dessiner un mouvement d'accusation des médias les plus acharnés à rompre avec la politique du secret ou de la raison d'Etat et la Russie post-eltsinienne paraît indiquer la direction souhaitée à tous ceux qui considèrent que toute vérité n'est pas bonne à être révélée et que les peuples ne sont décidément pas prêts à prendre en main leur destin. C'est donc à retracer l'histoire de cette rencontre ambiguë entre le public et les médias que l'on s'efforcera ici en se souvenant que Platon, en exposant les grandes lignes du mythe de la caverne, avait proposé, dans le livre VII de *La République*, une métaphore concernant l'attitude des hommes face à la soudaine irruption de la Vérité qui demeure sans doute d'actualité.

La presse et le public face aux mouvements d'émancipation des nationalités

Dès l'avènement de l'imprimerie en Europe, au milieu du XV^e siècle, les autorités politiques et religieuses se méfièrent des pouvoirs nouveaux dont leurs sujets allaient bientôt disposer. En France, le dépôt

légal apparut en 1537 afin d'empêcher les progrès de la Réforme protestante et de surveiller étroitement le petit monde des hommes du livre. Dans le même temps, l'Eglise catholique romaine inventait l'*Index librorum prohibitorum* destiné à effrayer les penseurs hétérodoxes et tous ceux qui seraient tentés d'imiter Luther, Calvin, ou, plus simplement, Galilée. Les pamphlets qui se multiplièrent à l'époque des guerres de religion prouvent qu'une partie du public continuait à être friande d'informations, de révélations et de vérités cachées mais la Justice civile était impitoyable envers ceux dont le nom n'était pas soigneusement celé. Il en fut de même un peu plus tard lorsque la noblesse fronda le régime et tenta de profiter de la minorité de Louis XIV pour reprendre une partie de ses prérogatives anciennes. Elle ignorait qu'elle donnait des idées à d'autres opposants et que les libertins allaient contribuer, au XVIII^e siècle, à saper les bases du régime et aider les révolutionnaires à préparer la naissance de la république⁵. On le sait aujourd'hui, les gravures licencieuses montrant l'impuissance du roi Louis XVI et l'appétit sexuel débridé de la reine Marie-Antoinette firent sans doute plus que maint discours enflammé prononcé à la barre de la Constituante pour détruire l'autorité et la majesté du monarque français⁶. Les partisans du régime ne furent pas en reste dans ce domaine et, en Angleterre, les caricatures représentant Robespierre en tigre assoiffé de sang contribuèrent à la propagation de la légende noire des Jacobins accusés de tous les maux par Edmund Burke, l'un des premiers théoriciens de la contre-révolution moderne⁷.

Ainsi au moment précis où la presse connaissait en Europe son premier âge d'or, où les censures royales et ecclésiastiques commençaient à être battues en brèche, une partie du public éclairé émettait de plus en plus de doute sur l'opportunité de laisser une presse libre se développer. Ce furent certes les représentants du Peuple proches de Robespierre et de Saint-Just qui, en France, limitèrent les prérogatives des journalistes à partir de l'entrée en guerre de leur pays contre les monarchies liguées pour abattre l'hydre de la révolution mais c'est en Grande-Bretagne que les lois restreignant le développement d'une presse

bon marché furent maintenues le plus tardivement. Il fallut en effet attendre 1855 pour que les diverses taxes qui enchérissaient le coût du papier soient abolies et que des journaux à prix réduit, les fameux hebdomadaires du dimanche, donnent à la population ouvrière sa ration de nouvelles dont disposaient depuis longtemps Français et Allemands. Les dessins humoristiques de James Gillray avaient enchanté les passants qui s'en délectaient en les découvrant à la vitrine de son éditeur, Miss Humphrey, mais son ralliement à la couronne, sous l'Empire, et sa défense de John Bull contre l'ogre corse, Napoléon I^{er}, firent vite oublier ses charges lancées contre George III lors de l'insurrection américaine. Dans le pays où le système parlementaire avait vu le jour, le public hésitait à réclamer les droits qu'obtenaient alors les Français et, même en matière d'équipements scolaires, il fallut attendre les années 1870-1880 pour que l'Etat se décide à prendre à sa charge l'alphabetisation des couches les plus défavorisées de la société. Le livre demeura un produit cher jusqu'à la fin du siècle et si les *Circulating Libraries* permettaient d'emprunter les romans de Walter Scott, de Dickens ou de Thackeray et de les lire chez soi sans dépenser trop d'argent, les Anglais ne se battirent pas pour obtenir plus tôt une presse et des livres à la portée de toutes les bourses⁸. Deux publics s'étaient formés dans ce pays : l'un, cultivé, éduqué, bénéficiait de tous les avantages offerts par une société raffinée à ses élites tandis que l'autre se contentait de bibles à bas prix et de pamphlets orduriers pour satisfaire sa soif de connaissances ou d'informations⁹.

Dans d'autres pays du continent, on observa les mêmes réserves à l'égard des médias et la plupart des membres des couches dirigeantes hésitèrent à admettre la nécessité d'une presse populaire vendue à un prix compatible avec une diffusion de masse. La France avait vu naître *Le Petit Journal* à un sou (20 centimes d'euro actuel) en 1863 et elle vendait près de dix millions de quotidiens, pour quarante millions d'habitants, en 1914 mais l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Russie et l'Europe des Balkans étaient loin de connaître de tels chiffres de diffusion. La réforme de l'instruction universelle fut, dans ces pays, un phénomène du XX^e siècle plutôt que du précédent et la culture de masse s'y développa également beaucoup plus tardivement qu'aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France, où elle était apparue autour des années 1860-1880¹⁰. Les critiques qui fusaient à l'encontre des

5 J.Y. Mollier, « Quando o impresso se torna uma arma no combate politico : a França do século XV ao século XX », *Política, Nação e Edição dos impressos na construção da vida política. Brasil, Europa e Americas nos séculos XVIII-XX*, E. de Freitas-Dutra e J.Y. Mollier orgs., Sao Paulo, Annablume, 2006, p. 259-274.

6 Annie Duprat, *Les rois de papier. La caricature de Henri III à Louis XVI*, Paris, Belin, 2002, et Antoine de Baecque, *La caricature révolutionnaire*, Paris, CNRS, 1988.

7 Edmund Burke, *Reflections on the Revolution in France and on the Proceedings in Certain Societies in London to the Event*, London, J. Dodsley, 1790.

8 Richard D. Altick, *The English Common Reader. A Social History of the Mass Reading Public 1800-1900*, Ohio State University Press, 1998.

9 Jonathan Rose, *The Intellectual Life of the British Working Classes*, 2nd, Yale University Press, 2010.

10 Jean-Yves Mollier, Jean-François Sirinelli et François Vallotton dir.,

journaux populaires, accusés de nourrir l’imaginaire des lecteurs de crimes et de faits divers, renforçaient d’ailleurs les élites européennes dans leur méfiance à l’égard des médias de masse et des industries culturelles. Partout on voyait naître une séparation radicale entre les arts bourgeois et les arts du peuple et le fossé qui séparait désormais *Highbrow* et *Lowbrow*¹¹ - amateurs d’opéras et amoureux de l’opérette ou passionnés de concertos de Chopin et spectateurs du café-concert et du music-hall – contribuait à maintenir les populations coloniales à l’écart de l’écrit, les colonisateurs se souciant fort peu d’étendre hors de leurs métropoles les bienfaits et les méfaits de leur civilisation. Au mieux, les futures élites repérées avec soin au sein des populations locales étaient admises dans les universités et intégrées culturellement mais il n’était pas question de laisser le commun des mortels accéder aux mêmes privilèges.

En Inde comme au Vietnam ou au Sénégal, des journaux apparurent assez tôt au XIX^e siècle mais ils furent étroitement contrôlés par les autorités coloniales et, pour ce qui concerne la France républicaine d’après 1870, les lois de la métropole ne s’appliquèrent jamais dans l’empire ultramarin. Alors que la presse, la librairie, l’affichage et le colportage avaient été complètement libérés par le vote de la grande loi libérale du 29 juillet 1881, le bénéfice de celle-ci ne fut jamais étendu aux territoires situés hors de la métropole. Ainsi, à Paris ou à Lyon, n’importe quel citoyen pouvait, sur une simple déclaration aux autorités, s’établir comme imprimeur ou comme patron de presse tandis qu’à Saigon, Dakar ou Tunis, il fallait demander une autorisation au gouverneur ou au résident. Dans cette différence de traitement se lit l’inquiétude de parlementaires qui, dans leur pays, proposaient toute une série de mesures destinées à favoriser la lecture de masse des journaux, mais qui craignaient que des populations dites « indigènes » soient incapables de profiter des mêmes avantages. La théorie développée par Jules Ferry selon laquelle le devoir de l’homme blanc était d’accompagner les peuples coloniaux dans leur apprentissage de la liberté était destinée à retarder au maximum le moment où l’indépendance pourrait être octroyée à ces territoires. Du coup, les médias ne pouvaient que demeurer sous la surveillance étroite des gouvernants et la censure que l’on avait abolie en métropole était maintenue dans toute sa rigueur ailleurs puisque l’on redoutait le contact entre le public

colonial et une presse libre. La répression assura le succès
Culture de masse et culture médiatique en Europe et dans les Amériques. 1860-1940, Paris, PUF, 2006.

11 Lawrence W. Levine, *Highbrow/Lowbrow. The Emergence of Cultural Hierarchy in America*, Harvard University Press, 1988.

des imprimeurs clandestins et cette intransigeance facilitait sans doute la prise de conscience politique des peuples colonisés mais ce fut au prix de telles violences que, dans bien des cas, seule la lutte armée parvint à assurer l’indépendance des colonies. Du coup, la presse qui se développa après la rupture avec les empires ne fut pas vraiment une presse libre et le divorce, au moins partiel, entre les nouveaux médias et leur public, ne disparut pas comme par enchantement.

Presse populaire, radios libres et télévisions privées à l’assaut du public

Dès les années 1860 en Europe et un siècle plus tard dans les anciennes colonies, la presse populaire qu’on appellera ensuite *people* soulevait de vives critiques. Accusée de privilégier les faits divers, ce qui était parfaitement exact¹², elle négligeait la grande politique au profit des crimes, des vols, des braquages de banques, des exploits des bandes de jeunes délinquants comparés à des sauvages et même à des *apaches*. Jacques Becker en a fait, en 1952, le sujet de *Casque d’or*, un très beau film qui retrace les aventures d’un voyou et de sa protégée (Simone Signoret) dans le Paris de 1900 et Stanley Kubrick a repris, dans *A Clockwork Orange* (*Orange mécanique*), en 1971, une thématique semblable mais propre aux années 1960 puisque tirée de l’adaptation d’un roman d’Anthony Burgess. Nombre de westerns américains de cette période racontaient, eux, les exploits criminels de Jessie James et des *outlaws* les plus célèbres sans que leurs auteurs possèdent les qualités de ces réalisateurs ou celles de Sergio Leone introduisant, dans *Once Upon the Time in the West* (*Il était une fois dans l’Ouest*) toute la distance permettant au spectateur de garder sa faculté de juger. Le cinéma, nouveau média du XX^e siècle, avait d’ailleurs subi, dès le début de la Première Guerre mondiale, les attaques des moralistes qui le considéraient comme un genre susceptible de pervertir la jeunesse en l’incitant au vol et au meurtre. Le « bovarysme », cette maladie engendrée par la lecture du roman de Flaubert, *Madame Bovary*, trouvait, après 1895, un champ d’application encore plus vaste, tendant ainsi à maintenir à un haut degré la peur provoquée par la lecture solitaire ou non guidée¹³, ou, pire, la réception d’images dont le pouvoir était censé plus redoutable¹⁴.

12 Dominique Kalifa, *L’encre et le sang. Récits de crimes et société à la Belle Époque*, Paris, Fayard, 1995.

13 *Discours sur la lecture. 1880-2000*, dir. Anne-Marie Chartier et Jean Hébrard, Paris, Fayard, 2000.

14 Marshall McLuhan, *The Gutenberg Galaxy : the Making of the Typographic Man*, University of Toronto Press, 1962.

La presse *people* appréciée des lecteurs populaires en Grande-Bretagne est, en grande partie, l'héritière des hebdomadaires du dimanche du type *The Sun* apparus un siècle plus tôt et, comme eux, elle met à la « Une » les affaires qui occupent les esprits, notamment les crimes les plus odieux. La recette ni la méthode ne sont véritablement neuves puisque Shakespeare dans *The Winter's Tale* (*Un conte en hiver*) mettait déjà en scène, au début du XVII^e siècle, un colporteur londonien vendant un imprimé contant les malheurs de celui qui allait être pendu. Ces écrits qu'on appelle en français des « canards » étaient encore nombreux deux cents ans plus tard, au point que Victor Hugo les cite dans son roman de 1828 intitulé *Les Derniers Jours d'un condamné*. Quant à Gaston Gallimard, le prestigieux éditeur parisien du XX^e siècle, il lança lui-même le magazine *Déetective* dans les années 1930 pour profiter de l'engouement des lecteurs pour le genre policier. La force des tabloïds anglais, capables de vendre des millions d'exemplaires à l'occasion de crimes particulièrement odieux, est décuplée par la publicité que leur assure la télévision, véritable relais dans la chasse aux délinquants sexuels qui, dans ce pays, est devenue un sport national presque aussi populaire que le football. L'Allemagne s'y prête également mais il est vrai, que dans cette contrée, le nazisme avait fait de la délation, plus qu'une obligation, un devoir quasi national. En matière de protection contre le terrorisme, les Etats-Unis sont allés encore plus loin puisqu'en raison de l'adoption du *Patriot Act* par le Congrès, les bibliothécaires doivent communiquer secrètement au FBI la liste des livres empruntés par ceux que l'on suspecte, à tort ou à raison, d'activités antinationales¹⁵. Ainsi voit-on se mettre en place, en ce début de XXI^e siècle des pratiques que l'on croyait définitivement abolies mais qui retrouvent une certaine jeunesse en raison du trouble profond des consciences provoqué par le surgissement de peurs irraisonnées.

Le tourisme sexuel a révélé l'ampleur de la pédophilie qu'internet semble avoir également aidé à se diffuser dans le monde avant que les Etats ne se mettent à traquer les amateurs de photos d'enfants. Pour autant, le nombre de délinquants n'a pas augmenté avec l'apparition des nouveaux médias, pas plus que la presse populaire qui mettait les crimes à la « Une » de ses couvertures n'avait contribué à accroître la criminalité. Les médias, les sociologues le savent bien, n'engendrent pas de crimes mais contribuent à la requalification judiciaire de certains

15 Noam Chomsky, *Power and Terror : Post-9/11. Talks and Interviews*, New York, Steven Stories Press, 2003, et André Schiffrin, *Words and Money*, New York, Verso Books, 2010.

délits en crimes. Les juristes ont mis depuis longtemps en lumière une loi selon laquelle il vaut mieux commettre un acte répréhensible au moment où l'opinion ne s'en émeut guère plutôt que lorsqu'elle y est particulièrement sensible. Les tribunaux se montrent en effet infiniment plus sévères lorsque la presse se déchaîne et l'on sait quel pouvoir elle exerce pour maintenir la peine de mort en usage dans certains Etats américains quand celle-ci est l'objet de critiques ou de débats éthiques. C'est donc bien au niveau des représentations, des phantasmes aurait-on écrit à l'époque où le freudisme envahissait le champ des sciences sociales, que se joue une grande partie de la bataille judiciaire et c'est sur elles que les médias agissent avec le plus de force. Lorsque la pédophilie était considérée comme une simple déviation sexuelle qu'il était scandaleux d'évoquer, soit parce qu'elle se déroulait au sein des familles, soit parce qu'elle frappait des mineurs confiés à des ecclésiastiques, la presse demeurait généralement muette sur ce phénomène et les rares affaires qui débouchaient sur un procès relevaient de la tératologie plus que de la psychiatrie, ce qui évitait d'en analyser les causes profondes. Avec le changement de paradigme survenu ces dernières années, l'Eglise catholique romaine apparaît à certains comme un refuge de dangereux prédateurs et l'institution religieuse subit de plein fouet les conséquences d'un silence qu'elle préféra longtemps à la publicité.

Dans tous les exemples cités ici, les médias n'ont fait que servir de caisse de résonance à des campagnes lancées par certains groupes de pression, les conservateurs traditionalistes français de la fin du XIX^e siècle, le parti *tory* ou les néolibéraux du XX^e siècle en Grande-Bretagne, les associations familiales ou féministes en Irlande et aux Etats-Unis aujourd'hui, mais l'amplification donnée à ces faits divers a, à son tour, joué un rôle dans la vision que les sociétés ont développée à leur sujet. C'est cette dialectique propre aux médias qui rend compte de l'effet d'attraction ou de répulsion provoqué par les grands organes d'information. Il va de soi qu'aux yeux des abonnés de *l'Osservatore romano*, le porte-parole officieux des intérêts du Vatican, toute évocation d'un prêtre pédophile fait désormais partie d'un vaste complot orchestré contre l'Eglise au même titre que la publication du *Da Vinci Code* en 2003. Oser imaginer le Christ en père de famille et, pour le devenir, en amant de Marie-Madeleine, aurait déclenché les foudres de l'Inquisition quand ce bras armé de la papauté existait mais, même aujourd'hui, il ne saurait être vu comme une simple fiction, après tout savoureuse, par ceux qui le revendiquent comme le fils de Dieu. De ce

fait, les industries culturelles sont perçues comme une invention pernicieuse ou diabolique et régulièrement attaquées dans des encycliques qui, depuis la publication de *Vigilanti Cura* en juin 1936 et de *Divini illius magistri* en décembre 1939, ont mis en garde les fidèles de cette religion contre les dangers que véhiculent l'industrie du cinéma et celle de la presse destinée à la jeunesse¹⁶. En revanche, aux yeux de ceux qui considèrent que le refus du mariage des prêtres est la source de leurs problèmes affectifs, les révélations mises en exergue par les journaux ne sont qu'un moyen efficace pour tenter de résoudre le problème et les médias remplissent une fonction ou une mission sociale quand ils traitent de cette actualité douloureuse.

Dans des affaires jugées moins agressives contre les personnes, telles que la lutte contre le sida, la suppression de l'esclavage, la faim dans le monde ou le droit « d'ingérence humanitaire », l'action des médias est plus unanimement acceptée et l'on se souvient avec un brin d'amusement, en Occident, de l'image du *french doctor* Bernard Kouchner, un des fondateurs de l'ONG « Médecins sans frontières », un sac de riz sur l'épaule, lors de l'intervention militaire controversée de 1992 en Somalie. Au-delà de la pause destinée à immortaliser un geste spectaculaire, chacun reconnaît le caractère irremplaçable des médias pour propager à la vitesse de l'éclair certaines informations utiles à tous et la chute des dictateurs Ben Ali, Moubarak et Kadhafi, en 2010-2011, a semblé prouver l'excellence d'internet en ce domaine. Pourtant, les révélations de Wikileaks n'ont pas rencontré la même adhésion et c'est cette différence de traitement par l'opinion qui montre l'ambiguïté de la perception des médias aujourd'hui. Alors même que, pour la première fois peut-être dans l'histoire de l'humanité, chaque individu est fait juge des actions diplomatiques de son gouvernement et de ceux avec qui il entretient des liens, on voit ressurgir une vieille angoisse concernant l'éventuelle impréparation du public à ces révélations. Autrefois, c'est la littérature érotique, du Vénitien Casanova à l'Américain Henry Miller, en passant par le marquis de Sade et tous les écrivains habitués à peupler les « enfers » des bibliothèques nationales, qui était réservée aux lecteurs éduqués. On vit même, à Paris, en 1950, un procureur de la République requérir contre Boris Vian parce qu'il avait osé faire circuler le roman *J'irai cracher sur vos tombes* au prix d'un paquet de cigarettes américaines alors qu'il aurait dû, comme pour le *Corydon* de Gide, avoir le bon goût de le réserver aux clients fortunés et

16 J.Y. Mollier, « Bethléem, Louis », *Dictionnaire de la censure au Québec. Littérature et cinéma*, dir. Pierre Hébert, Yves Lever et Kenneth Landry, Montréal, Fides, 2006, p. 74-78.

cultivés des librairies spécialisées dans les *curiosa*¹⁷. Ce plaidoyer officiel pour la reconnaissance de l'existence de deux publics dans les pays ayant pourtant accordé depuis longtemps le droit de vote à tous leurs citoyens en dit long sur les peurs, angoisses, phantasmes ou paranoïas des bien-pensants mais, plus fondamentalement, on voit bien que les Etats hésitent devant l'éventualité d'offrir à chaque lecteur, auditeur ou téléspectateur les mêmes informations.

Même les contrôleurs de Facebook, qui compte un demi-milliard d'abonnés, sont parfois pris en flagrant délit de censure lorsqu'ils s'aventurent, comme ce fut le cas, en février 2011, pour un internaute français qui avait mis le fameux tableau de Gustave Courbet intitulé *L'Origine du monde* sur sa page personnelle, à leur interdire l'accès au réseau social le plus aimé des jeunes. On sait par ailleurs que la firme emblématique de la réussite de Mark Zuckerberg a fermé la page de Wael Ghonim, un des leaders de la révolte égyptienne de janvier 2011, ce qui n'annonce rien de bon pour l'avenir. De même que le moteur de recherche Google fut accusé de complaisance envers les autorités chinoises quand il traita avec ce pays et effaça tout ce qui concernait les événements survenus sur la Place Tiananmen en 1989 de la mémoire accessible aux internautes de Chine populaire, de même certains réseaux particulièrement goûtés du public font-ils l'objet d'une surveillance étroite. La censure du marché est, au XXI^e siècle, la forme de censure la plus répandue dans le monde et elle se révèle bien plus inquisitoriale que toutes celles qui l'ont précédée¹⁸. Pour ne rien perdre de la manne promise par les annonceurs publicitaires, les industriels les plus sourcilleux qui soient, les dirigeants des nouveaux *Networks* risquent en effet de se montrer encore plus regardants en matière de mœurs et de vie privée que ne l'était en son temps celui que les Français avaient surnommé « Le Père la Pudeur », le sénateur catholique René Béranger. Si la marque italienne « Benetton » n'a pas trop souffert des tentatives faites pour l'intimider et l'obliger à renoncer à ses campagnes provocatrices, d'autres entreprises ont vite abandonné leurs essais de faire rire de la morale ordinaire au point que l'on ne sait si un artiste tel que Marcel Duchamp pourrait aujourd'hui refaire l'imitation de *La Joconde* intitulée *LHOOQ*.

17 Martine Poulain, « La censure », *L'édition française depuis 1945*, dir. Pascal Fouché et Philippe Schuwer, Paris, Ed. du Cercle de la Librairie, 1998 p. 545-591.

18 Voir la partie concernant « Les sanctions du marché » dans le volume intitulé *La censure de l'imprimé. Belgique, France, Québec et Suisse romande. XIX^e et XX^e siècles*, Pascal Durand, Pierre Hébert, Jean-Yves Mollier et François Vallotton dir., Québec, Nota Bene, 2006, p. 309-445.

Les médias sous la surveillance des enfants d'Anastasia

Dans l'iconographie française, la censure est représentée depuis le début des années 1880 par une vieille dame particulièrement acariâtre et portant sous son bras une énorme paire de ciseaux. Dénommée « Anastasia » sans que l'on sache très bien pourquoi le dessinateur Gill l'a ainsi désignée¹⁹, elle symbolise la survie jusqu'en 1906 d'une censure des spectacles assez intransigente et pesant tant sur les théâtres que sur les cabarets et le music-hall. Si elle a disparu après cette date, l'interdiction du film *La religieuse* en 1966 montra à qui en doutait qu'en matière d'adaptation d'un roman de Diderot le pouvoir gaulliste se montrait vigilant. En 1988, la diffusion du film de Martin Scorsese, *The Last Temptation of Christ* (*La dernière tentation du Christ*) provoqua les mêmes incidents qu'ailleurs dans le monde, preuve que le cinéma demeurait sous haute surveillance quand il s'intéressait à des sujets sensibles. Les chaînes de télévision câblées ont cependant contourné les obstacles qui freinaient la commercialisation des films pornographiques mais leur caractère payant en limite l'accès et leur existence n'incite guère les stations publiques à heurter les consciences du plus grand nombre, ce qui en limite considérablement l'incidence. De toute façon, c'est par le Web que circulent aujourd'hui tant l'information que le loisir et le téléchargement des productions en tous genres, de films, disques, CD ou fichiers numériques, modifie radicalement la situation. Du coup, la surveillance se déporte vers les moteurs de recherche et les réseaux sociaux et ce sont les firmes qui semblent vouloir prendre le relais des Etats et des institutions religieuses qui, dans le passé, firent régner un Ordre moral plus ou moins rigoureux selon les périodes et les pays concernés. Les médias les plus modernes n'échappent donc pas au regard d'Anastasia même si elle prend les traits d'une jeune personne plus avenante que son ancêtre et le public ne sait pas toujours s'il doit approuver les audaces vestimentaires d'une Paris Hilton ou d'une Lady Gaga ou, au contraire, les stigmatiser et s'en détourner.

On le voit, un survol même rapide des rapports entre médias et public – ou publics au pluriel si l'on veut être moins schématique – amène à faire apparaître en permanence un courant d'opinion hostile au développement totalement libre des moyens d'information de masse. Un peu comme Voltaire qui fermait sa porte à ses domestiques lorsqu'il mettait en doute l'existence de Dieu ou des aristocrates libertins du

XVIII^e siècle qui revendiquaient pour eux seuls le privilège de la liberté de penser, ce mouvement considère que la masse des lecteurs ou des spectateurs n'est pas en mesure de pouvoir jouir sans préparation de la liberté. C'est au nom de ce savoir supposé que l'armée américaine et ses alliées décidèrent d'embarquer les journalistes dans des véhicules blindés pendant la deuxième guerre en Irak et que, sur la plupart des théâtres d'opération du monde, les reporters indépendants sont de moins en moins tolérés. Considérés comme ignorants, naïfs ou stupides selon le cas, ils sont dissuadés de s'aventurer seuls à la rencontre des adversaires et, au besoin, menacés d'être privés de tout accès à l'information officielle s'ils persévèrent dans leur volonté. Courant le risque de détourner les citoyens de leurs médias, ceux qui croient détenir la vérité ont fait naître en réaction des organes d'information tels qu'Al Jazeera, la grande station rivale de CNN dans le monde arabe, ce qui ne signifie pas que celle-ci soit exempte de toute tutelle et de tout contrôle de type étatique. Toutefois la saturation de l'information qui constitue la caractéristique de ces chaînes qui fonctionnent en continu entraîne à son tour un effet de lassitude du public susceptible de le détourner massivement de l'envie de s'informer en toute liberté.

Par rapport aux sociétés anciennes ou même au XIX^e siècle, le public dispose donc aujourd'hui de moyens d'information sans commune mesure avec ce dont il disposait autrefois et tous les peuples qui se libèrent d'un joug dictatorial ou colonial se réjouissent dans un premier temps de voir surgir une presse indépendante, libre et débarrassée des entraves qui en limitaient auparavant l'intérêt. Toutefois l'exemple des anciennes démocraties populaires de l'Est européen, celui de l'URSS devenue Russie, ou ceux de l'Irak et de l'Afghanistan font craindre qu'en Egypte, Libye et Tunisie les mêmes phénomènes se produisent qui ont conduit les habitants de ces pays à se méfier ou à se détourner de leurs nouveaux médias. Dans les autres pays qui disposent d'une presse vraiment pluraliste, et pas seulement en apparence, car l'abondance de titres ou de chaînes de radio et de télévision ne fait rien à l'affaire, l'observation des moteurs de recherche et des réseaux sociaux fait également redouter qu'une chape de plomb ne soit imposée par ceux qui possèdent le pouvoir économique, les entreprises qui paient les annonces publicitaires dont vivent ces sociétés. On le voit, le public n'a donc pas vraiment de raison de se réjouir de vivre entouré de moyens plus ou moins sophistiqués de communiquer en permanence avec la planète entière. S'il n'est pas capable de comprendre qu'il a droit aux mêmes informations et à la même connaissance que ceux

¹⁹ *La censure en France*, dir. Pascal Ory, Bruxelles, Complexe, 1994.

qui le gouvernement, il abandonne à ces derniers le droit de décider à sa place de ce qui est bien et de ce qui ne l'est pas. On en revient alors au mythe de la caverne de Platon : la lumière de la Vérité est certes aveuglante et brûle les yeux de celui dont l'*hubris* le pousse à vouloir tout savoir mais il n'est pas d'autre alternative que de se heurter à la clarté aveuglante du soleil ou se résigner à vivre enchaîné dans son ignorance en laissant aux maîtres ou aux dieux le soin de deviser entre eux des affaires des humains ordinaires.

